

IBUKA, ASBL
B. P. 400
Tél. 7-8386

PLAN D'ACTION

LUTTER CONTRE LES CONSEQUENCES DU GENOCIDE SUR LA SOCIETE RWANDAISE

Kigali, Août 1996

Travail effectué par Louise SAYINZOGA étudiante à l'IUED.

1. GENESE ET ORGANISATION.....	3
1.0. GENESE D'IBUKA, ASBL	3
1.1. LES CONSEQUENCES DU GENOCIDE	4
1.2. OBJECTIFS D'IBUKA	6
1.3. ORGANISATION.....	8
1.4 RESSOURCES	9
2. REALISATIONS: PÉRIODE JANVIER-JUIN 1996.....	9
2.1 IMPLANTATION.....	10
2.2. SCOLARISATION DES ORPHELINS.....	10
2.3. DEUIL ET MEMOIRE	11
2.4. JUSTICE	12
3. CONTRAINTES	12
3.1. LES RESCAPES NE SONT PAS RESCAPES	12
3.2. PEU DE CAPACITE FACE AUX BESOINS IMPORTANTS ET VARIES.....	12
3.3. LE RETARD DU SYSTEME JUDICIAIRE	13
3.4. CONNAISSANCE LIMITEE DE LA SITUATION	13
4. PROGRAMME D'ACTION	14
4.1. CONTEXTE.....	14
4.2. PROGRAMMES ENVISAGES.....	15
4.2.I. ASSISTANCE AUX RESCAPES	16
4.2.II. JUSTICE	22
4.2.III. PAIX ET COHABITATION PACIFIQUE.....	29
4.2. IV. MEMOIRE DES VICTIMES DU GENOCIDE	32
<u>ANNEXE 1:</u> ARBRE DES OBJECTIFS	37
ANNEXE 2: LISTE DES ASSOCIATIONS MEMBRES D'IBUKA A.S.B.L.....	38

1. GENESE ET ORGANISATION

1.0. GENESE D'IBUKA, ASBL

IBUKA, qui signifie littéralement "souviens-toi" est une structure qui regroupe les associations des rescapés du génocide de 1994 ainsi que tout autre individu et organisation soucieux de lutter contre le génocide et ses conséquences et de contribuer à la réhabilitation des rescapés et de la société rwandaise.

Le génocide mené au Rwanda en 1994 a emporté plus d'un million de personnes, laissant des milliers de veuves et d'orphelins complètement démunis et désespérés. Même les familles qui ont pu échapper au génocide, mais qui en était la cible, ont perdu complètement leurs biens.

Après le génocide, les rescapés se sont mis ensemble pour créer des associations dont l'objectif principal est d'aider ceux d'entre eux qui sont les plus démunis ou les plus affectés par le génocide. Mais ces associations ont travaillé souvent de façon dispersée. C'est pourquoi beaucoup d'entre elles se sont mises ensemble au mois de décembre 1995 pour créer une structure de coordination qui est appelée IBUKA. Aujourd'hui, IBUKA, asbl regroupe 18 associations qui, toutes essaient de trouver une solution aux problèmes causés par le génocide. Les principaux cibles de ces associations sont: l'habitat et la scolarisation pour les orphelins et l'appui aux veuves. Certaines associations membres d'IBUKA rassemblent les informations sur le génocide afin d'une part d'en garder la mémoire et d'autre part d'identifier les rescapés et leur condition de vie actuelle. IBUKA comprend également des membres individuels et elle entraine de s'implanter au niveau de toutes les communes du Rwanda. IBUKA existe également à l'étranger, les deux groupes coordonneront leurs activités afin de se compléter et d'accroître l'efficacité de leurs actions.

L'ampleur du génocide perpétré au Rwanda en 1994 et les conséquences qui en résultent appellent une mise en commun des efforts, non seulement pour permettre aux survivants de reprendre un semblant de vie normale, mais aussi pour chercher les moyens d'éviter qu'une catastrophe comme celle de 1994 ne se répète dans ce pays.

Ainsi, les objectifs d'IBUKA vont de la coordination des activités des associations à la recherche d'une justice équitable qui bannit l'impunité et à la préservation de la mémoire des victimes du génocide.

L'Association IBUKA peut initier ses propres activités, chercher les financements et exécuter des projets qui sont en rapport avec ses objectifs.

1.1. LES CONSEQUENCES DU GENOCIDE

Même si le Rwanda a connu des massacres cycliques au cours des trois dernières décennies, les événements de 1994 ont eu des effets extrêmement destructifs sur la société rwandaise. Les conséquences de cette situation sont aggravées par les résultats d'une politique nationale qui a maintenu des centaines de milliers de personnes en dehors de leur pays pendant plus de trente ans et qui, aujourd'hui, rentrent dans leur patrie sans moyens adéquats pour assurer leur réinsertion économique et sociale.

Le génocide du début des années 1990 (de 1990 à 1994) a eu des conséquences sur toutes les catégories de la population rwandaises, aussi bien les victimes que les auteurs, mais aussi ceux qui n'ont pas eu à vivre directement le génocide.

Des centaines de milliers de personnes poussées en dehors du territoire rwandais en juillet 1994 et qui restent sous la pression des mêmes auteurs et planificateurs du génocide sont, dans une certaine mesure, victimes de la logique d'extermination d'une partie de la population et de la sensibilisation massive qui l'a accompagnée.

1.1.1 La désintégration sociale

A. Les veuves, les orphelins et les sans abris

La proportion des veuves et des orphelins dans la société rwandaise a atteint des proportions alarmantes en 1994 laissant des milliers de personnes dans le dénuement absolu. Si ces personnes ont besoin d'assistance pour refaire leurs vies, la société a aussi besoin d'elles pour se reconstruire. Nul ne connaît le nombre exact de ce groupe de la population, mais diverses observations tendent à confirmer des chiffres qui vont autour de 25 % des personnes qui habitent aujourd'hui au Rwanda.

L'assistance d'urgence est certes nécessaire pour permettre à ces personnes de continuer leur survie, mais il est tout aussi important qu'elles soient réintégrées dans la société comme des personnes actives qui contribuent à la construction de leur pays.

Compte tenu de la façon dont le génocide a été mené au Rwanda, la question des orphelins mérite une attention particulière. En effet, il est nécessaire de donner des perspectives d'un avenir meilleur à ce groupe de la population. Les événements dont ils ont été témoins: mise à mort de leurs parents, viol de leurs mères, de leurs soeurs ou de ces orphelins eux-mêmes, séjour prolongé au milieu des cadavres, tortures et autres actes de violence, etc... les prédisposent au dérapage s'ils ne sont pas traités convenablement et à temps.

La mise à mort d'un million de personnes en trois mois a été accompagnée par le vol et la destruction des propriétés des victimes, les

maisons en particulier. Ainsi des milliers de personnes vivent aujourd'hui dans le dénuement, souvent en dehors de leur village d'origine

B. Déplacement massif de la population

Environ un quart de la population rwandaise recensée en 1991 vit aujourd'hui à l'étranger. Sans discuter de l'innocence ou de la culpabilité de ces personnes, il reste néanmoins vrai que leur départ résulte des mécanismes de préparation et d'exécution du génocide.

A côté du fait que la vie dans les camps n'est pas souhaitable, mais aussi le séjour prolongé des rwandais dans les camps constitue une charge directe sur la communauté internationale et un coût social pour leur propre pays. De plus, les réfugiés vivant dans les pays limitrophes augmentent les risques de déstabilisation de la région et, ces derniers temps, le climat d'insécurité à l'intérieur du pays.

La population rwandaise s'est déplacée en dehors des frontières nationales, mais aussi à l'intérieur du pays. A partir du mois de juillet 1994, les anciens réfugiés sont rentrés dans leur pays sans que des mécanismes appropriés d'accueil et de réinstallation ne soient mises en place.

Tous ces mouvements de population ont perturbé la structure sociale de la population rwandaise et rendent difficile la reprise des activités de production, notamment les activités agricoles. Le manque de résidence permanente n'encourage pas non plus les initiatives privées.

C. Des milliers de personnes dans les prisons

La participation massive de la population dans les actes de génocide a fait que la présomption pèse également sur beaucoup de personnes, d'où le grand nombre de détenus dans les prisons et les difficultés d'adaptation du système judiciaire.

La longue détention de ces personnes non seulement pèse lourd sur la société rwandaise, mais elle ne sert pas non plus le souci d'avoir une justice équitable et de combattre l'impunité qui s'est installée au cours des années au sein du système judiciaire et politique rwandais.

1.1.2. La désintégration économique

A. Le capital humain

La mort et le déplacement des millions de personnes privent le pays de son capital humain. Les entrepreneurs, les fonctionnaires, les employés moyens, les apprentis, ils ont été tous touchés par le génocide. Beaucoup ont péri au cours de l'extermination, d'autres se trouvent réfugiés à l'étranger.

Comme indiqué ci-haut, la survie des veuves, des orphelins et des vieilles personnes dépendra de personnes plus actives, mais aussi de leur réhabilitation et

de l'appui qu'ils recevront dans le but de leur réinsertion comme personne humaine d'abord, mais aussi comme acteur économique.

B. Le Capital physique

Non seulement la propriété privée a été détruite, mais aussi les infrastructures publiques et les unités de production. Dans beaucoup de cas, les biens privés étaient visés en même temps que leurs propriétaires.

En conclusion, si le génocide est abominable par lui-même, par le fait qu'il constitue la négation la plus absolue de la personne humaine, ses conséquences sur les survivants et, même dans le cas du Rwanda, sur les pays limitrophes, sont catastrophiques.

1.2. OBJECTIFS D'IBUKA

Au regard des conséquences du génocide commis au Rwanda, des efforts énormes devront être consentis pour réhabiliter le pays, les rescapés et les victimes du génocide et prévenir toutes les causes qui pourraient conduire à une catastrophe semblable à celle que connut le Rwanda en 1994, le souhait étant qu'aucun pays au monde ne passe par cette calamité.

Dans le but de participer à cet effort, IBUKA, asbl s'est assigné la mission suivante:

- Assister et défendre les rescapés du génocide;
- Rechercher les preuves de culpabilité pour les auteurs, commanditaires et planificateurs présumés du génocide et traduire ceux-ci en justice;
- Lutter contre la culture de l'impunité;
- Garder et respecter la mémoire des victimes du génocide;
- Rappeler constamment à la mémoire universelle l'odieux crime de génocide afin de lutter contre sa banalisation et le révisionnisme et favoriser la collaboration dans la recherche des solutions radicales;
- Analyser les causes profondes du crime de génocide et ce qui a facilité sa perpétration;
- Lutter contre les discriminations ethniques et autres;
- Favoriser la paix et la concorde nationale ainsi que l'égalité de tous devant la loi;
- Coordonner les actions des associations s'occupant des problèmes causés par le génocide et leur chercher des appuis; et

- Favoriser de bonnes relations avec les associations ayant les mêmes objectifs ou des objectifs similaires.

Compte tenu de la façon dont le génocide a été préparé et perpétré au Rwanda, il reste extrêmement difficile de réhabiliter la société rwandaise et d'atteindre les objectifs indiqués ci-haut. Dès lors, IBUKA doit définir ses priorités compte tenu des besoins immédiats des rescapés, et coordonner son action avec celles des autres organisations qui poursuivent les mêmes objectifs.

Pour l'approche de son action immédiate et en vue d'atteindre sa mission, IBUKA s'est défini un objectif général et quatre objectifs spécifiques

OBJECTIF GLOBAL

COMBATTRE LE GENOCIDE ET SES CONSEQUENCES SUR LA SOCIETE ET FAIRE EN SORTE QUE LE GENOCIDE NE SE REPETE PLUS.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- 1. Réhabiliter les rescapés du génocide et défendre leurs intérêts;**
- 2. Lutter contre l'impunité;**
- 3. Favoriser et promouvoir la cohabitation pacifique dans le respect des droits de la personne humaine;**
- 4. Perpétuer la mémoire des victimes du génocide.**

Mieux que quiconque, les rescapés connaissent les conséquences et le caractère abominable du génocide. C'est pour cette raison que la préoccupation fondamentale du forum des rescapés est de "contribuer, dans la mesure du possible, à ce que le génocide ne se répète plus". Il est vrai que ceux qui ont connu le génocide avant nous ont eu le même souhait, et que malgré tout, ce fléau se déplace d'une société à une autre et se perpétue sous l'observation passive de ceux-là mêmes qui l'ont condamné quelques années plus tôt. Mais, il faudra que chaque jour davantage, le genre humain se coalise pour décourager le génocide. Les détails des objectifs d'IBUKA sont consignés dans l'arbre des objectifs en annexe. Il est attendu que ce programme reste flexible pour tenir compte des imprévus et du peu de ressources disponibles en faveur des rescapés.

Les conséquences du génocide perpétré au Rwanda se répercutent sur toute la société rwandaise et risque de s'étendre sur toute la région des Grands Lacs. Contrairement aux autres cas de génocide les plus connus, les crimes étaient commis par des voisins, des connaissances proches, et planifiés,

exécutés et supervisés par ceux qui avaient la charge de protéger toute la société.

La cicatrisation de la société rwandaise et la construction de l'avenir du pays devront donc se faire sur base d'une détermination accrue de toutes les composantes de la population appelée à vivre irrémédiablement ensemble, quelle que soit l'ampleur des dégâts humains et de traumatismes de tout ordre.

Les activités à initier dans le cadre des objectifs ci-haut devront tenir compte de cet aspect particulier de la société et du génocide qui l'a profondément secoué.

1.3. ORGANISATION

IBUKA, ASBL est dirigé par les organes suivants:

L'Assemblée Générale qui est l'organe suprême . Elle est constituée des délégués des associations membres, des représentants d'IBUKA, ASBL dans les communes et dans les pays étrangers;

Le Comité Exécutif qui est l'organe de direction d'IBUKA. Il oriente la politique générale de IBUKA, en conformité avec la ligne tracée par l'Assemblée Générale;

Le Secrétariat exécutif qui est l'organe chargé de la coordination des activités de l'Association et du suivi de l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale sous la supervision du Comité Exécutif.

Le Conseil de Surveillance chargé de contrôler toutes les activités de l'Association. Ce conseil ne peut recevoir des injonctions que de l'Assemblée Générale à qui il fait rapport.

Le Comité Exécutif est composé de 37 membres élus par l'Assemblée Générale dont:

- Un Président qui dirige et représente légalement IBUKA, asbl;
- Un premier Vice-Président qui est le premier représentant légal-suppléant de IBUKA, asbl;
- Un deuxième Vice-Président qui est le deuxième représentant légal-suppléant de IBUKA, asbl;
- Un Secrétaire Général;
- Trois Conseillers par commission d'activités.

Compte tenu des objectifs d'IBUKA, onze commissions d'activité ont été établies:

01. Commission Justice;
02. Commission Mémoire, Recherche et Documentation;
03. Commission des Projets;
04. Commission Orphelins;
05. Commission Veuves;
06. Commission Handicapés et autres nécessiteux;
07. Commission Education;
08. Commission Sécurité;
09. Commission Santé;
10. Commission Relations Extérieures et Information;
11. Commission Administration et Finances.

Les membres de chacune des commissions réfléchissent sur les actions à mener et proposent des programmes d'action.

1.4 RESSOURCES

Les ressources d'IBUKA, asbl sont constituées:

- des cotisations des membres,
- des subventions de l'Etat,
- des dons et legs et
- des produits des activités de J'Association.

A ce jour, IBUKA, asbl a fonctionné par des dons octroyés par ses membres.

Ces dons ont permis de louer des bureaux, de payer un personnel de base (un responsable de projet, et une secrétaire) et d'initier quelques activités principalement liés à l'identification les grands sites de massacres et de procéder à l'ensevelissement des restes des corps.

2. REALISATIONS: Période Janvier-Juin 1996

Etant donné le peu de ressources dont dispose IBUKA et les associations des rescapés en général, les activités entreprises au cours des six derniers mois sont très limitées face à la situation catastrophique que vivent la plupart des rescapés et des victimes du génocide.

Beaucoup de rescapés vivent encore dans de mini camps de déplacés à l'intérieur de leurs propres communes, des orphelins qui n'ont pas d'accès au système d'éducation, des milliers de femmes et jeunes filles violées au cours du génocide, la frustration vis-à-vis du système judiciaire qui n'est pas adapté à l'ampleur du génocide qu'a connu le Rwanda, ce sont là quelques aspects de la vie quotidienne des rescapés et des victimes du génocide, aujourd'hui accentué par les menaces qui pèsent sur eux par les mêmes auteurs du génocide.

2.1 IMPLANTATION

Les conséquences du génocide touchent non seulement toutes les couches de la société rwandaise, mais aussi tout le territoire national. C'est pour cette raison que les structures d'IBUKA doivent être le plus proche possible de la population en vue d'une part, de connaître les problèmes auxquels font face les rescapés et les victimes du génocide et d'autre part, de mieux concevoir des programmes qui répondent le mieux à leurs préoccupations.

Dès le mois de janvier de cette année, le Comité Exécutif a commencé des visites au niveau des préfectures. Des branches d'IBUKA ont été créées au niveau de la plupart des préfectures du pays.

2.2. SCOLARISATION DES ORPHELINS

Beaucoup de jeunes orphelins du génocide en âge de scolarisation n'ont pas pu poursuivre leurs études. Les raisons sont diverses:

- la mort des parents et d'autres appuis familiaux a fait que beaucoup d'enfants n'ont plus de ressources financières pour payer les frais de scolarité et se procurer les équipements exigés par les écoles;
- des jeunes enfants ont repris les responsabilités de leurs parents, après la mort de ces derniers, pour s'occuper de leurs frères plus jeunes;
- les traumatismes résultant du génocide ne permettent plus à certains enfants, surtout les filles, de pouvoir consentir des efforts intellectuels.

Au mois de février/mars de cette année, IBUKA, asbl s'est penché sur cette question, principalement dans la ville de Kigali et ses environs. Plus de 300 enfants (entre 13 et 20 ans) qui ne pouvaient plus poursuivre leurs études ont été enregistrés, et le nombre ne cesse de croître.

Des démarches ont été menées auprès de certains bailleurs de fonds et du Gouvernement Rwandais en vue d'aider ces enfants à poursuivre leurs études. Le Gouvernement a promis certains équipements, environ 145 enfants pourront être acceptés dans les écoles au cours de l'année scolaire prochaine. L'Union Européenne est prête à fournir un appui financier pour payer les frais exigés par les écoles.

La réponse obtenue face à l'ampleur du problème reste minime. IBUKA prévoit poursuivre la sensibilisation sur ce problème qui est grave pour la société rwandaise de demain.

2.3. DEUIL ET MEMOIRE

IBUKA a organisé une période de deuil de trois mois correspondant à la période où le génocide était menée de la façon la plus active et la plus atroce. En effet, le génocide se poursuit toujours: des dizaines de rescapés sont tués chaque mois à l'intérieur du pays.

Pendant la période de deuil, IBUKA a mené les activités suivantes: Dans le cadre de la mémoire sur le génocide:

- Des conférences ont été organisées chaque semaine à Kigali et dans d'autres coins du pays. L'objectif était de montrer l'origine du génocide et ses conséquences sur la société rwandaise, de maintenir en mémoire l'aspect odieux et inhumain du crime de génocide, enfin que petit à petit, les rwandais pensent à vivre ensemble et avec les autres peuples dans la paix et le respect de la personne humaine;
- Ensevelissement des restes des corps dans les grands sites de massacres et appui aux personnes qui ont pu identifier la localisation des leurs tués pendant le génocide afin de les ensevelir dans la dignité humaine.

Dans ce cadre, IBUKA a organisé la recherche et a récupéré des corps encore dispersés sur les collines de Nyanza situées aux environs de Kigali. Ces personnes abandonnées par les troupes de la MINUAR le 12 avril 1994 sont tombées à la merci des milices et des militaires et ont été massacrées. Sur environ trois mille personnes qui ont recherché refuge auprès de la MINUAR, nous connaissons aujourd'hui pas plus de cinquante survivants.

IBUKA, avec la collaboration de la commune de Kicukiro, de la préfecture de la ville de Kigali et d'autres associations des rescapés, ont rassemblé des centaines de corps encore étalés sur les collines, dans les bananeraies et dans plusieurs fosses communes pour les ensevelir dans une cimetière du génocide aménagé à Nyanza à cette fin.

Dans le cadre de l'assistance aux rescapés,

IBUKA a identifié des groupes de veuves dans la préfecture de Butare qui vivent encore dans des poulaillers (maisons anciennement utilisées pour l'élevage des poules).

Environ 200 personnes adultes vivent dans ces conditions, avec plusieurs enfants. IBUKA a pu obtenir des équipements de base et est entrain de chercher le financement pour construire des abris plus décents.

Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) a été contacté et est sensible à cette situation. Le CICR travaille aujourd'hui avec IBUKA pour la construction d'environ 100 logements dans la commune de Runyinya.

2.4. JUSTICE

Le Gouvernement Rwandais a initié un projet de loi visant à poursuivre ceux qui se sont rendus coupables du crime de génocide et d'autres crimes contre l'humanité.

IBUKA, asbl dont les membres sont soucieux d'une justice équitable et de la disparition de l'impunité qui a caractérisé le Rwanda au cours de plusieurs décennies, a examiné et émis ses commentaires et ses critiques sur ce projet de loi. L'initiation de cette loi et son adoption pourront, on l'espère, permettre le démarrage des procès des présumés coupables du génocide et lancer les bases de la fin de l'impunité au Rwanda et permettre la culture d'un état de droit et du respect de la vie de chacun.

3. CONTRAINTES

3.1. LES RESCAPES NE SONT PAS RESCAPES

La plus grande contrainte à laquelle fait face aujourd'hui IBUKA ainsi que les autres associations des rescapés est que "le génocide ne s'est pas arrêté". Les rescapés deviennent de plus en plus la cible des assassinats qui vont jusqu'à l'extermination des familles entières.

Les associations des rescapés sont constamment interpellées par leurs membres, sans qu'elles ne puissent trouver une solution durable.

3.2. PEU DE CAPACITE FACE AUX BESOINS IMPORTANTS ET VARIES

Les rescapés ayant été abandonnés presque par tous ont accueilli IBUKA avec beaucoup d'enthousiasme, espérant qu'elle leur tireraient de leur isolement et trouveraient une solution à leurs problèmes. Malheureusement tel n'était pas le cas. Malgré la bonne volonté d'IBUKA et de ses membres, il n'a pas été possible de répondre efficacement à tous les problèmes qui sont de divers ordres:

- des milliers d'enfants qui ne peuvent pas aller à l'école,
- des jeunes femmes violées et qui ne savent pas comment se réintégrer dans la société,
- le souci d'ensevelir décemment les membres des familles, - le chômage,
- les menaces de mort qui pèsent constamment sur les rescapés, etc...

MINUAR: Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda

Le problème des rescapés ne semblent pas susciter l'attention de beaucoup de gens. En effet, malgré l'ampleur du problème, ni le Gouvernement Rwandais ni les bailleurs de fonds n'ont mis en place un programme d'assistance aux rescapés qui serait cohérent et approprié à la situation émanant du génocide.

3.3. LE RETARD DU SYSTEME JUDICIAIRE

La première étape dans le processus de réhabilitation sociale du Rwanda passera nécessairement par une justice qui punit les coupables conformément à l'ampleur des crimes commis et qui rétablit la confiance en un état de droit.

Deux ans après le paroxysme du génocide, aucun des responsables du génocide n'a été traduit ni devant les tribunaux rwandais, ni devant le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR). Sauf quelques rares pays, on observe peu de collaboration entre le TPIR et les pays qui abritent les plus grands responsables du génocide commis au Rwanda.

Cette situation entretient le sentiment de la relativité de la valeur humaine de tant de personnes innocemment massacrées, et de la relativité des crimes.

3.4. CONNAISSANCE LIMITEE DE LA SITUATION

Compte tenu du peu d'intérêt que toutes les parties ont manifesté vis-à-vis des rescapés, l'on connaît très mal aujourd'hui leur situation exacte, ce qui rend encore plus difficile l'élaboration d'un programme cohérent.

De plus, beaucoup de rescapés sont retirés en des endroits éparpillés, chacun essayant de vivre silencieusement sa situation. La résignation commence à conquérir du terrain, aggravée par les menaces constants qui pèsent sur les rescapés par les auteurs du génocide. Cette résignation est également accentuée par le sentiment d'abandon par la société, à tel point que beaucoup de veuves et d'orphelins ne veulent plus parler de leur expérience.

4. PROGRAMME D'ACTION

4.1. CONTEXTE

L'action immédiate d'IBUKA est guidée par l'urgence de la situation dans le pays et le souci de limiter les conséquences néfastes du génocide.

La mort de plus d'un million de personnes en l'espace de trois mois a laissé la société rwandaise complètement déchirée. Contrairement à ce qui s'est passé au cours des violences cycliques perpétrées pendant plus de 30 ans au Rwanda et qui se caractérisaient par la destruction des propriétés et la mise à mort des personnes actives, les planificateurs du génocide avaient prévu l'extermination totale d'une partie de la population rwandaise. Lors du génocide de 1994, la mise à mort était dans ce cas ci précédée de torture dont les méthodes avaient été soigneusement mises au point. Les victimes du génocide ont été également soumises au traitement dégradant la personne humaine telle que le viol, la cannibalisation, etc...

C'est pourquoi, plus que jamais auparavant, les conséquences du génocide perpétré au Rwanda sont profondes et variées:

- La proportion des veuves et d'orphelins dans la société rwandaise est sans précédent dans l'histoire;
- Il a fallu qu'un grand nombre de la population soit impliqué dans le génocide, la destruction des biens, le viol pour en arriver à plus d'un million de personnes tuées en l'espace de trois mois et beaucoup de maisons publiques et privées détruites;
- Des mécanismes judiciaires habituels ne pourront pas s'appliquer au cas actuel du Rwanda;
- Les traumatismes sur la population jeune sont importants; ils constituent une menace sur la stabilité de la société s'ils ne sont pas traités à temps;
- Le génocide et d'autres actes qui y étaient liés ont été perpétrés par des voisins qui, soit personnellement soit leurs membres de familles devront encore vivre dans le même voisinage avec les rescapés ou les victimes.
- La société rwandaise fait face à un défi majeur: "L'éducation à la cohabitation pacifique dans une société désagrégée".

La mise en place du système judiciaire au Rwanda est un défi auquel fait face actuellement le Gouvernement Rwandais, mais elle est également une préoccupation majeure de la plupart des rwandais. Même si des efforts importants sont en cours, la justice ne sera pas rendue tant que des éléments objectifs et des témoignages en l'encontre des présumés coupables du génocide ne seront pas disponibles. Il est évident que plus le temps passe, plus la mémoire des événements s'estompe et certains témoignages disparaissent.

Combattre l'impunité et promouvoir une cohabitation pacifique entre les citoyens signifie pour IBUKA que les vrais coupables sont punis et que tout acte de vengeance est aboli. Mais aussi que les rescapés et les victimes du génocide peuvent être réhabilités socialement, matériellement et moralement.

La justice et l'assistance aux rescapés sont certes nécessaires, mais il faut encore que l'avenir du pays, et de la jeunesse en particulier, soit perçu sous un angle nouveau qui privilégie la paix et la cohabitation pacifique entre les Rwandais. C'est pour cela qu'un accent particulier sera mis sur les actions qui rapprochent les divers éléments de la société rwandaise appelé à partager un destin commun à divers égards: vivre sur le même territoire, contribuer ensemble aux efforts de développement, etc...

4.2. PROGRAMMES ENVISAGES

Les rescapés et les victimes du génocide sombrent dans une misère de plus en plus grande. Les mécanismes d'assistance qui bénéficient aux rescapés sont presque aujourd'hui inexistant, que ce soit au niveau du Gouvernement, que ce soit au niveau de ceux qui interviennent financièrement pour la réhabilitation du pays.

Dans le contexte actuel du Rwanda, il est difficile de penser à la réhabilitation et au développement économique du pays en passant sous silence la composante

IBUKA pense que toute la population rwandaise devrait se mobiliser pour reconstruire le pays. Ce qui signifie (1) que le retour et la réinstallation des réfugiés constituent une étape importante en vue de mettre ensemble toutes les ressources du pays; (2) que la justice et l'état de droit soit la préoccupation de chacun et surtout des institutions de l'Etat, et (3) que les rescapés et les victimes du génocide soient réhabilités socialement, matériellement et moralement.

L'arbre des objectifs en annexe présente un résumé préliminaire de l'action d'IBUKA pour le moyen et le long terme. **Mais dans l'immédiat, il est important de limiter les conséquences du génocide et de permettre aux groupes les plus vulnérables de reprendre la vie, participer à leur propre réinsertion dans la société sans toujours être une charge pour les autres et contribuer à la construction de l'avenir du pays.**

Il est également urgent que la justice démarre rapidement et que des actions rapides et concrètes soient mises en place en vue de préparer une société stable où la population peut privilégier la paix au lieu des politiques et des tendances extrémistes et/ou d'exclusion.

Compte tenu de cette situation, l'action d'IBUKA dans le cours et le moyen terme sera orientée vers quatre axes principaux, à savoir: (1) l'assistance aux rescapés, (2) la justice, (3) la promotion de la paix et de la cohabitation pacifique entre les rwandais et (4) la mémoire des victimes du génocide.

PROGRAMME I

4.2.1. ASSISTANCE AUX RESCAPES

La programmation de l'assistance aux rescapés, comme de tous les programmes d'ailleurs, se heurtent au manque de données sur la situation réelle à l'intérieur du Rwanda après le mois de Juillet 1994 et celle des rescapés en particulier. La faiblesse des informations sur la situation des rescapés reflètent le peu d'attention qui a été accordée aux conséquences du génocide à l'intérieur du pays. Beaucoup de personnes ont gardé des séquelles physiques et psychologiques qui ne sont pas visibles à priori. Des femmes et des jeunes filles gardent en silence le souvenir des longs jours de viols et attendent les conséquences qui ne tardent pas de se manifester. Les blessures à la machette et à la grenade se sont cicatrisées dans certains cas, laissant des infirmités dont les victimes souffriront toutes leurs vies. Mais l'on observe aussi des victimes qui portent encore des blessures profondes parce que mal soignées.

Nul ne connaît exactement le nombre d'orphelins recueillis dans d'autres familles, souvent des familles de veuves, et qui ne peuvent pas poursuivre leurs études ou initier des activités qui leur procurent un revenu leur permettant de subvenir à leurs besoins de base tel que l'habillement, les soins de santé, la nourriture, le logement, etc...

Combien sont-ils à ne pas avoir de logements ? Combien ont été violées et mutilées et devraient subir des traitements spécialisés ? Combien d'enfants mineurs qui ont la responsabilité de 5 à 10 autres enfants ? Combien sont-ils qui ne peuvent pas aller à l'école secondaire parce qu'ils ne peuvent pas payer leur minerval ?

Ils sont certes nombreux, mais la connaissance exacte de la situation permettrait de concevoir des programmes plus précis et de rechercher les ressources requises. IBUKA, avec ses branches et les associations membres chercheront à combler cette carence et à intéresser les autres institutions pour qu'elles y apportent leur contribution.

I.a. Population cible

L'objectif d'IBUKA est de lutter contre les conséquences du génocide, ce qui signifie la préparation d'un avenir meilleur pour les rescapés, mais aussi pour tous les rwandais sans distinction sur quelque base que ce soit.

La population jeune reste la préoccupation première de l'action d'IBUKA. En effet, la société ne pourra pas survivre si la génération actuelle n'est pas préparée à assumer les responsabilités familiales et sociales dans les 10-15 années à venir.

Une enquête réalisée par l'UNICEF sur les enfants à l'intérieur du Rwanda montre que la plupart d'entre eux ont vécu des situations extrêmement difficiles. Si l'on ne donne pas à cette jeunesse une autre raison de vivre et d'autres

perspectives, la société rwandaise risque de donner constamment lieu à des scènes de catastrophe.

La réponse de 64 enfants rwandais au sujet de la guerre:

	%
Quelqu'un était tué dans la famille	91
Tous les deux parents étaient tués	38
Un frère ou une soeur était tué -	67
A vu quelqu'un entrain d'être tué ou blessé	56

UNICEF Rwanda Progress Report, 1994; in Rebuilding Post-War Rwanda, page 61.

Effets démographiques de la guerre et du génocide

	% en 1992	% en 1995
La part de la population féminine dans la population totale	52	60-70
Les ménages dont le chef est une femme	21	29-40
Les veuves	4	N/A

Sources diverses: in Rebuilding post-war Rwanda, page 61

La création d'emplois et la scolarisation des jeunes seront une priorité pour le programme d'IBUKA. Une assistance urgente est également nécessaire pour les enfants chefs de ménage afin qu'ils puissent éduquer et élever les autres enfants qui sont à leur charge.

Les veuves constituent une proportion importante de la population rwandaise. La proportion des ménages dont le chef est une femme a augmenté sensiblement après le génocide; dans la plupart des cas, leur responsabilité a augmenté à cause du fait des orphelins du génocide que la plupart ont accueilli. En effet, la femme rwandaise a été traditionnellement le pilier de la famille pour l'éducation des enfants, mais elle reste vulnérable quand elle perd l'appui du mari, et pis encore, quand elle perd beaucoup de ses enfants et des autres membres de la famille. Les estimations actuelles indiquent qu'environ plus de 60% de la population à l'intérieur du Rwanda sont des femmes.

Les raisons de cette situation sont diverses:

- Au début du mois d'Avril 1994, le génocide a visé dans un premier temps les hommes, ce qui a donné un peu de répit aux femmes;
- Les milices et les militaires se sont accaparés des femmes et des jeunes filles, ils les ont maintenues pendant plusieurs semaines pour leur jouissance sexuelle;
- Pendant une certaine période on a observé que les réfugiés qui rentraient étaient en majorité des femmes et des enfants, laissant les hommes dans les camps.

Les veuves ne sont pas seulement dépourvues de l'appui familial, mais la charge familiale a également augmenté parce qu'elles ont recueilli des orphelins dont les parents ont été tués pendant le génocide. La prise en charge de ces enfants devient difficile dans un contexte où les moyens de production n'existent pas.

Pour les veuves aussi bien que pour les orphelins, le traitement psychologique des traumatismes causés par le génocide serait peu efficace si ce groupe de la population est obligé de vivre sans lendemain. L'occupation et la capacité de se sentir utile pour soi-même et pour la société constituent une étape importante pour guérir des séquelles psychologiques du génocide.

Les vieilles personnes et les handicapés: la société rwandaise veut que la famille, au sens large du mot, s'occupe de ses enfants, mais aussi des personnes âgées et des handicapés. Le génocide a profondément affecté cette structure de la famille en visant particulièrement les personnes actives. Des témoignages fréquents nous renseignent que des femmes et des personnes âgées, après avoir vu leurs membres de la famille tués sous leurs yeux, ont supplié sans succès les milices et les militaires de les tuer à leur tour. On leur rétorquait " Vous êtes déjà morts, pourquoi nous fatiguer davantage".

Les jeunes filles et les femmes violées: le viol a fait partie des méthodes fréquemment utilisées pour mener le génocide. Dans certains cas, après avoir longuement abusé des jeunes femmes, les responsables du génocide sont allés chercher des sidéens pour qu'ils transmettent la maladie aux victimes du génocide. L'assistance à ce groupe est délicate, parce que les victimes s'ouvrent difficilement au dialogue. Certaines ont été contaminées par des maladies sexuelles, dont le sida, d'autres ont eu les organes seulement affectés et pourraient guérir s'elles obtenaient des soins adéquats.

Toute cette population fait face à un problème majeur: le manque de logement. Sans que cette question soit résolue, il est difficile de stabiliser la population qui devient presque comme des nomades. La conséquence immédiate est que les gens ne reprennent pas leurs activités de production et doivent être constamment assistés. De plus, le manque de logement constitue une source potentielle de conflit entre la population. En effet, certaines personnes vivent dans les maisons des voisins qui sont encore réfugiés dans les pays limitrophes et qui

devront rentrer un jour. En attendant, l'ancien leadership politique retiennent les réfugiés dans les camps, en faisant prévaloir que leurs maisons sont occupées par les rescapés ou les rapatriés.

Les programmes ci-dessous sont complémentaires et visent à permettre aux rescapés de se réintégrer dans la société avec le respect dû à la personne humaine.

I. b. Types d'assistance

L'assistance aux groupes prioritaires ci-haut visera à ce que, à terme, ils puissent se prendre en charge eux-mêmes, mais aussi à diminuer les potentialités de conflit. Pour chaque type de programme, on prévoiera des activités d'accompagnement qui permettent à la population de se remettre ensemble, d'examiner les intérêts communs à une population vivant sur le même terroir et la promotion d'une cohabitation pacifique entre la population. Même si ce dernier aspect fait partie d'un programme particulier compte tenu du contexte rwandais et du souci de voir la société se développer sur de nouvelles bases.

- **L'assistance pour l'accès à l'habitat**

Beaucoup de personnes sont aujourd'hui sans abri parce que leurs maisons ont été détruites pendant le génocide. Elles vivent dans des maisons abandonnées par leurs voisins réfugiés dans les pays limitrophes, ou elles sont agglomérées dans les petits centres de négoce. En l'absence d'une résidence sûre et permanente, mêmes les personnes actives sont peu motivées pour reprendre les activités productrices telle que l'agriculture. Sur beaucoup de collines du Rwanda, on observe aujourd'hui des champs de cafésiers et de bananeraie qui se transforment en brousse et des champs en jachère. L'une des raisons principales est que les personnes présentes se disent qu'ils seront déplacées dans un avenir incertain et elles ne sont pas motivées pour investir leurs efforts dans des activités de production.

Les programmes d'habitat auront pour objectif, non seulement de donner un abri à ceux qui n'en ont plus, mais aussi de stimuler la production et les initiatives économiques tout en diminuant les risques de conflit sur les propriétés.

Dans la mesure du possible, l'on encouragera la participation de la population locale, et les populations bénéficiaires aux travaux de construction ou de réfection des logements.

Des programmes d'accompagnement seront conçus pour éduquer la population au respect des valeurs humaines, et de façon générale au respect des droits de la personne, notamment le droit à la propriété, le droit à la vie, etc... Compte tenu de l'ampleur du génocide sur la société rwandaise, il serait vain ou peu efficace de refaire l'habitat permanent si la population rwandaise n'est pas engagée dans un processus qui encourage la stabilité sociale et le respect des droits du voisin.

- **La promotion de l'auto-assistance**

L'objectif de ce programme est d'assurer que les rescapés peuvent initier des activités qui leur permettent de subvenir à leur propre besoin et à terme, de s'auto-suffire.

La dépendance perpétuelle priverait la société rwandaise de sa capacité de production et elle ne permet pas de donner de l'énergie psychologique aux personnes profondément affectées par le génocide.

L'auto-assistance comprendra des activités génératrices de revenus et d'emploi pour la famille et ses environs. Ces activités pourront être du domaine de l'agriculture, qui est une activité principale au Rwanda, ou du domaine de l'artisanat ou du petit commerce. Ces activités devront être rentables, soit en terme monétaire, soit en termes des apports qui satisfont les besoins de la famille. La production pour l'autoconsommation est considérée dans ce contexte comme étant rentable.

Les ressources utilisées pour les activités qui assurent la promotion de l'autosuffisance pourront être des fonds perdus ou des fonds auto-renouvelables selon la situation du groupe visés, le type d'activité et les besoins à satisfaire.

Les programmes d'épargne et de crédit seront les principaux instruments à utiliser pour promouvoir l'auto-assistance et l'auto-suffisance des rescapés. Il va sans dire que des programmes auront besoin de ressources importantes pour leur démarrage et leur gestion, l'objectif étant qu'ils puissent s'auto-suffire eux-mêmes après une certaine période.

- **Le soutien pour la scolarisation des jeunes orphelins du génocide.**

Comme indiqué plus haut, la solidarité familiale permet de partager les ressources nécessaires et de donner un appui à ceux qui ne peuvent pas directement se prendre en charge, soit parce qu'ils sont agés ou physiquement handicapés, ou parce qu'ils n'ont pas encore atteint la capacité d'exercer une activité génératrice de revenus.

La destruction de la famille rwandaise a produit beaucoup d'orphelins, certains ont interrompu leur scolarisation, d'autres n'y ont jamais accédé alors qu'ils sont en âge de scolarité et ont des capacités intellectuelles leur permettant de poursuivre leurs études.

L'abandon des orphelins sans leur offrir des perspectives meilleures met le pays en danger. En effet, l'expérience vécue par la plupart de ces orphelins les prédisposent à désespérer et à ne croire en aucune valeur humaine. Leur éducation augmente les chances de récupérer cette partie de la population et de la préparer à contribuer à la reconstruction du pays. La scolarisation des orphelins poursuit un triple objectif:

- droit fondamental de chacun et des enfants en particulier;
- permet de relever le niveau de vie de la population;
- permet de construire l'avenir du pays.

La promotion de la scolarisation des orphelins se fera sous plusieurs formes:

- L'aide financière directe: certains orphelins sont démunis de tout appui, ils devront être identifiés et assistés directement jusqu'à ce qu'ils terminent le cycle de l'enseignement secondaire. Les structures d'IBUKA dans les communes ainsi que les associations membres d'IBUKA contribueront à l'identification des orphelins qui sont dans ce groupe.

A part la recherche de financement direct passant par IBUKA ou les associations membres, les parrainages par des familles plus aisées, rwandaises ou étrangères, ou le parrainage des écoles recevant les orphelins sont un autre mécanisme d'appui aux orphelins pour qu'ils puissent poursuivre leurs études.

- L'aide indirecte: elle consistera à appuyer les familles qui ont recueilli un certain nombre d'orphelins afin qu'elles puissent augmenter leurs revenus et pourvoir à l'éducation des enfants dont ils ont accepté volontairement la charge.

Le système scolaire formel rwandais a toujours accueilli moins de 15 % de la population scolarisable. L'amélioration de la situation nécessite de gros investissements qui ne sont pas disponibles dans l'immédiat. Il est nécessaire de faire la promotion de l'enseignement des métiers afin que les jeunes puissent accéder à des emplois stables et générateurs de revenus.

▪ **Soins de santé et Assistance aux mutilés physiques**

Plusieurs types d'affections physiques sont aujourd'hui observées chez un grand nombre de rescapés. Le viol, les coups de machette, les grenades, sont les principales causes de ces affections. Dans certains cas, les séquelles sont si profondes qu'elles nécessitent des interventions spécialisées.

Avec le système de soins médicaux payant, ces victimes du génocide ne peuvent pas avoir les moyens nécessaires pour payer les médecins et les médicaments nécessaires ou d'autres types de traitement qui nécessitent leurs cas.

Pour mener ces actions, IBUKA recherchera les financements auprès des organisations internationales présentes au Rwanda et maintiendra un dialogue constant avec le Gouvernement Rwandais afin que ces domaines soient intégrés dans les programmes de l'Etat et tenus en compte dans l'allocation des ressources nationales.

PROGRAMME II

4.2.II. JUSTICE

Combattre l'impunité est une des priorités d'IBUKA, mais c'est également une des meilleures voies d'engager le processus de réhabilitation sociale du pays. En effet le climat de frustration qui règne parmi les rescapés et les victimes du génocide et l'incertitude qui persiste parmi les présumés coupables du génocide ne permettent pas d'entrevoir l'avenir avec optimisme. Dans certains cas, ce climat entrave même les initiatives privées qui sont pourtant nécessaires pour la réhabilitation économique du pays.

Une justice équitable où les coupables sont punis, les victimes réhabilitées et les innocents vivant dans un climat dépourvu de tout soupçon, suppose que des informations objectives et fouillées sont disponibles. Pour le moment, les rescapés qui ont vu et vécu le génocide, sont bien placés pour fournir des témoignages concrets sur ce qu'ils ont vu. Les témoignages de ceux qui ont vu le génocide sans y participer et sans être visés seraient complémentaires à ceux des victimes et des rescapés.

Le programme "Justice" comprendra les volets suivants:

- Rechercher l'assistance juridique aux rescapés et victimes du génocide;
- Documentation et recherche sur la préparation et la perpétration du génocide;
- Compensation des rescapés et victimes du génocide.

Une justice équitable est nécessaire pour la réhabilitation de la société rwandaise. C'est pour cela que des informations objectives doivent être rassemblées enfin que seuls les coupables soient punis. Dans le même contexte, la société rwandaise reste redevable vis-à-vis des rescapés et des victimes du génocide.

La société rwandaise devra apprendre de nouvelles valeurs et le respect des droits de chacun, notamment le droit à la vie et à la propriété.

Il faudra également mettre en place des mécanismes d'alerte qui permettent de prévenir à temps les conflits éventuels et le développement des tendances extrémistes et/ou exclusioniste.

A. Assistance juridique

L'assistance aux rescapés du génocide est conçue sous deux formes:

L'assistance directe qui consistera à accompagner les rescapés et les victimes du génocide dans le processus judiciaire, soit pour les cas civils (propriétés, etc ...) soit pour demander l'indemnisation pour les torts subis au cours du génocide.

L'assistance indirecte qui permettra d'analyser et de proposer des nouveaux textes de lois ou de porter des amendements à ceux qui existent déjà, en vue de les adapter aux conditions actuelles, permettant ainsi de circonscrire le génocide et ses conséquences dans un contexte légal.

A.1. L'Assistance juridique directe

A côté des problèmes liés au crime qui détruit la vie de la personne humaine et qui, dans le contexte actuel, attirent le plus d'attention, il existe d'autres cas qui sont également les conséquences directes du génocide. Ces problèmes affectent les personnes les plus vulnérables: les orphelins du génocide et les veuves. A terme, ces problèmes suscitent d'autres types de conflits, mais ils handicapent également le processus de reconstruction du patrimoine familial.

a. Objectifs

L'objectif de cette assistance juridique est:

- aider les rescapés, surtout les enfants et les veuves à avoir accès aux biens familiaux et d'en jouir de façon légale;
- rechercher un statut de tutelle reconnu pour les familles qui accueillent les orphelins, et une exploitation éventuelle des biens des familles de ces orphelins jusqu'à ce qu'ils atteignent leur majorité;
- assister les rescapés pour qu'ils poursuivent les demandes d'indemnisation pour les torts subis pendant le génocide;
- revoir et discuter avec les instances habilitées les révisions de lois jugées nécessaires compte tenu de la situation sociale d'après génocide.

L'assistance directe serait destinée aux personnes individuelles et aux associations des rescapés, membres ou non d'IBUKA.

b. Nature de l'assistance

Dans les cas ci-haut, l'assistance est conçue sous deux aspects: l'assistance directe et l'assistance indirecte.

L'assistance directe

Elle consistera à accompagner les rescapés et les victimes du génocide dans le processus judiciaire, soit pour les cas civils, soit pour les cas criminels.

Cette assistance a pour but:

- d'aider les veuves et les orphelins (1) à reprendre légalement la jouissance du patrimoine familial, et les familles d'accueil des orphelins (2) à disposer des instruments légaux qui leur permettent d'exploiter les

biens des familles des enfants dont ils ont la charge et de céder la propriété et son exploitation à ces derniers lorsqu'ils auront atteint la majorité.

- de conseiller et accompagner les veuves et les orphelins qui doivent reprendre la responsabilité des engagements pris auprès des tiers;
- d'accompagner et conseiller les rescapés du génocide dans le processus judiciaire pour les cas liés au génocide.

Certaines initiatives bénévoles ou rémunérées par des contributions modestes des bailleurs de fonds ont déjà commencé à assister les rescapés dans le processus judiciaire, surtout en ce qui concerne les cas de génocide. Mais compte tenu de l'ampleur du problème, des efforts plus importants sont nécessaires pour appuyer le grand nombre de personnes qui doivent faire appel à la justice.

La Commission des experts juristes rwandais a déjà reçu plus de 12.000 demandes d'assistance qui concerne les cas de génocide. Mais ces cas ne représentent pas l'entiereté des demandes potentielles et il faut un travail important pour rassembler les données, les témoignages, etc... et pour constituer des dossiers judiciaires.

En plus des cas directement liés au génocide, c'est-à-dire, à la mort des personnes ou à la violation grave de leurs droits, tel que le viol, les tortures, etc.... il existe d'autres cas liés aux conséquences du génocide.

Ces derniers cas concernent particulièrement des personnes faibles telles que les veuves et les enfants. Comme déjà indiqué plus haut, il s'agit des difficultés d'accès aux propriétés.

L'assistance juridique directe permettra d'accompagner les veuves et le orphelins dans le processus de récupération de leurs biens.

A.2. L'assistance indirecte

Elle vise surtout à examiner les instruments légaux mis en place avant le génocide, ainsi que les pratiques traditionnelles basés sur une structure sociale et familiale profondément affectée par le génocide. Si ces lois et pratiques continuaient à être d'application dans le contexte actuel, elles pénaliseraient les veuves et les orphelins.

L'assistance indirecte a pour but:

- d'analyser les textes légaux relatifs à la famille et aux droits des femmes et des enfants et qui supposent une structure intégrale de la famille où le mari est le chef de famille avec beaucoup de droits et de prérogatives sur le patrimoine familial, la succession, etc.;

- de dégager les distorsions que contiennent ces textes compte tenu de la situation actuelle où les maris ont été tués et où beaucoup de femmes et d'enfants doivent reprendre la responsabilité de la famille;
- de proposer des modifications qui tiennent compte des réalités actuelles de la structure familiale;
- de collaborer avec les ministères de la Famille, des Affaires Sociales, et d'autres organisations s'occupant de la promotion des droits des enfants et des femmes afin de s'assurer que les textes légaux peuvent être modifiés.

B. Documentation sur la préparation et la perpétration du génocide

De tous les crimes, le génocide est certainement celui qui affecte le plus la société humaine. Le cas du génocide commis au Rwanda revêt plusieurs particularités:

1. Le génocide a été préparé pendant longtemps, commandité par les autorités politiques et impliquant certaines instances ayant une autorité sur la population;
2. Les victimes et les auteurs du génocide sont des voisins qui vivent ensemble depuis toujours et continueront toujours à vivre ensemble;
3. La sensibilisation a été longue et bien préparée, avec comme conséquence l'implication d'une grande partie de la population civile;
4. Des méthodes diverses ont été utilisées pour tuer;
5. L'apogée du génocide au cours de la période d'Avril à Juillet 1994, a emporté un nombre extrêmement élevé de vies humaines (plus d'un million de personnes) dans des délais très courts;
6. La logique d'extermination, combinée avec la poursuite des survivants, fait que dans beaucoup de cas, très peu de témoins ont survécu.

Malgré ces aspects particuliers du génocide commis au Rwanda et qui rendent encore plus difficile le processus de stabilisation sociale, une justice équitable s'impose plus que jamais.

En vue d'apporter leur contribution dans le domaine de la justice, les associations des rescapés se proposent de collecter les données relatives au génocide sur tout le pays. Ces données serviront à des fins judiciaires, à la conception des programmes d'assistance et à garder la mémoire de ceux qui ont été massacrés.

Les résultats de cette documentation serviront à:

- (1) aider le processus judiciaire,

- (2) mieux cerner les mécanismes de préparation et de perpétration du génocide afin de mieux concevoir des programmes de prévention de telles crises,
- (3) constituer des données qui serviront à garder la mémoire des victimes du génocide.

1. Processus judiciaire

Combattre l'impunité est une des priorités d'IBUKA, mais c'est également une des meilleures voies d'engager le processus de réhabilitation sociale du pays.

Une justice équitable où les coupables sont punis, les victimes réhabilitées et les innocents vivant dans un climat dépourvu de tout soupçon, suppose que des informations objectives et fouillées sont disponibles. Pour le moment, les rescapés, qui ont vu et vécu le génocide, sont bien placés pour fournir des témoignages concrets sur ce qu'ils ont vu. Les témoignages de ceux qui ont vu le génocide sans y participer et sans être visés seraient complémentaires à ceux des victimes et des rescapés.

Le processus de préparation et de conduite du génocide s'est fait principalement par le canal des institutions tel que l'état, les partis politiques, les mass média, les mouvements de jeunesse, etc... Des personnes physiques ont utilisé les ressources de ces institutions pour sensibiliser la population ou usé de leur autorité et de leur influence sociale et politique pour perfectionner la machine à tuer et l'étendre rapidement sur tout le territoire national. C'est pour cette raison que la première phase de ce projet mettra l'accent sur le rôle des institutions dans le process du génocide.

La documentation du génocide tiendra compte du rôle joué par les institutions aussi bien que les personnes individuelles. Il faudra mettre ensemble les documents, les preuves matérielles d'extermination, mais aussi rassembler les témoignages des témoins.

2. La prévention et l'éducation

Une meilleure compréhension des stratégies et des instruments utilisés pour réussir le génocide permettra de concevoir des programmes de "garde-fou" utilisables par les institutions, les organisations de défense des droits de l'homme, les associations des rescapés, les institutions publiques dont la vocation serait de prévenir les conflits, etc...

Il faut se rappeler que les planificateurs du génocide ont éliminé les leaders politiques du pays, ainsi que leurs familles, qui n'ont pas partagé et cautionné l'approche d'exclusion et d'extermination. C'est ce qui a provoqué par ailleurs le vide institutionnel dont se sont servi les cerveaux du processus du génocide pour contrôler les décisions politiques qui s'en sont suivi et l'utilisation massive des ressources de l'Etat aux fins d'extermination d'une partie de la population.

La documentation du génocide ne servira pas seulement au processus judiciaire, mais elle permettra également de mettre en place des mécanismes pédagogiques et de prévention de conflit. Ces aspects feront l'objet de programmes

spécifiques liés à l'enseignement du respect des droits de la personne humaine et à la cohabitation pacifique, qui sont des conditions fondamentales de stabilité durable de la société rwandaise.

3. Mémoire

D'aucuns pensent qu'il faudrait tout faire pour que le génocide et ses conséquences soient oubliés parce qu'ils constituent un handicap au processus de réconciliation et un levier aux instincts de vengeance. Des tendances révisionnistes se développent également dans certains milieux qui ont un avantage quelconque à banaliser le génocide et ce qui s'est passé au Rwanda ou à le caractériser autrement qu'un génocide. En ce qui concerne les associations des rescapés, la vengeance ne sert ni la justice, ni la construction d'un état de respect des droits de chacun qui sont pourtant indispensables pour bâtir une société plus paisible. La mémoire des victimes du génocide s'inscrit également dans le cadre du respect de ceux qui ont perdu leurs vies de façon atroce, elle constitue également un rappel des aspects dégradant la personne humaine de la victime et de la société, mais aussi de l'auteur. Ainsi des générations à venir devront apprendre qu'il n'y a pas de bénéfice dans le drame du génocide. Le génocide est une négation de l'humanité de l'homme dans son ensemble et pas seulement de la victime.

La mémoire fait partie d'un programme spécifique mais qui utilisera les documents et les informations rassemblés au cours d'autres activités.

C. Compensation des rescapés et victimes du génocide

La société rwandaise dans son ensemble reste redevable aux victimes du génocide. Parallèlement au souci d'abolir l'impunité, il faudrait que les personnes soient responsables de leurs actes, tant du point de vue criminel - atteinte à la vie humaine - que du point de vue civil - destruction des propriétés, etc... Les actes criminels commis ont en outre des conséquences sur les victimes et les survivants, il faudrait que les auteurs de ces crimes dédommagent les victimes.

La responsabilité des auteurs du génocide se situe à plusieurs niveaux et concernent aussi bien les personnes physiques que les personnes morales.

L'Etat, comme institution, endosse la plus grosse responsabilité, du génocide:

- La préparation du génocide a été initié par des instances étatiques;
- L'Etat n'a jamais puni ou découragé les actes de violations massives des droits de l'homme antérieur à la période de 1994;
- L'Etat a failli à son devoir de protection des citoyens;
- Les moyens et les ressources publiques ont été utilisés pour la sensibilisation et la conduite du génocide.

En plus de l'Etat, il existe des institutions qui ont activement participé à la préparation du génocide, à la propagation de la haine ethnique, ou qui ont tout simplement failli au devoir auquel ils se sont assigné dans la société.

Au niveau des personnes physiques, l'on a observé la participation des personnes individuelles qui doivent répondre de leurs actes, mais aussi indemniser les victimes.

Le processus de compensation et d'indemnisation des victimes et des rescapés du génocide ne peut pas s'entreprendre sans qu'il y ait un cadre légal qui établit les responsabilités et les droits des uns et des autres, qui permet d'établir le niveau de compensation et d'indemnisation compte tenu des dommages subis.

L'Association IBUKA devra contribuer à la définition des mécanismes et des structures de compensation, elle devra également aider les rescapés et les victimes et les rescapés du génocide à être plus conscients de leurs droits.

PROGRAMME III

4.2.III. PAIX ET COHABITATION PACIFIQUE

A. Problématique

Les militaires et les milices, appuyés par l'action des autorités administratives, ont été certainement les premiers instigateurs et auteurs actifs du génocide

Avec le niveau élevé de sensibilisation au génocide par le gouvernement et les principales autorités du pays, que ce soit au niveau central ou au niveau local, les militaires et les milices ont été rapidement rejoint par un grand nombre de la population rwandaise dans la perpétration du génocide.

Dans la plupart des cas, les personnes ont été tuées par leurs voisins. Ce sont les mêmes voisins qui ont brûlé les maisons, abattu le bétail, conduit les gens dans les rivières, identifié les cachettes, vérifié le nombre de morts par rapport au nombre de personnes vivant dans la famille, séquestré des jeunes femmes, etc... C'est ce phénomène de préparation, de sensibilisation et d'implication d'une large partie de la population qui a permis la mise à mort à grande échelle et dans des délais très courts.

La structure de l'habitat au Rwanda est strictement hétérogène. Il n'existe pas une zone géographique pour une famille, ni au sens strict ni au sens large du mot. Cette structure ne changera pas et les gens continueront à vivre ensemble, c'est-à-dire que le niveau de confiance entre la population sera toujours faible et les suspicions, fondées ou non, risque de persister pendant longtemps. Le nombre de personnes actuellement détenues dans les prisons et dont les familles vivent dans le voisinage des rescapés du génocide, augmentent les causes de suspicion et les risques de polarisation dans la société. Ce risque est d'autant plus grand que l'histoire de deux générations au Rwanda n'a jamais puni ou condamné les tueries qui se sont succédées au cours des trois dernières décennies.

De plus, le processus du génocide qui a impliqué une large partie de la population, et les actes qui l'ont accompagné, plus l'implication des personnes qui ont une grande autorité morale sur la population, fait que le principe du respect de la personne humaine et de la propriété d'autrui a pratiquement perdu son sens au Rwanda.

Le défi du Rwanda est de remettre la population ensemble, de faire accepter les différences et le respect de la personne humaine. Toute la population rwandaise est définitivement appelée à vivre ensemble. Toute action de réhabilitation ou de développement reste vaine si les bases sociales ne se construisent pas sur la tolérance et la culture du respect des différences d'opinion, de religion ou autres et le respect des droits fondamentaux de chaque personne.

L'expérience des débuts du multipartisme au Rwanda a montré combien les différences d'opinion sont peu tolérées au Rwanda. Le processus de préparation du génocide d'avril 1994 qui s'en suivit a plus qu'exacerbé les principes et la pratique d'exclusion. Ce phénomène est d'autant plus grave qu'il a été enseigné et pratiqué par les autorités du pays, qui sont appelées à tracer les lignes directrices du comportement de la société. L'on se rappelle les discours de certains partis politiques, des leaders d'opinions, les chansons des jeunes des partis politiques, les analyses de certains journaux et des émissions sur la radio. La jeunesse a été la principale cible de ces enseignements et elle a été entraînée dans des pratiques d'extermination physique de tous ceux qui ne partagent pas les mêmes options que ses leaders.

C'est pour toutes ces raisons que des démarches importantes et à grande échelle doivent être entreprises pour ramener la population, la jeunesse en particulier, à réfléchir sur les conséquences sociales et même individuelles des pratiques d'exclusion, de la non tolérance et du manque de respect des droits de la personne humaine.

Sans cette démarche, toutes les actions envisagées dans le cadre de la justice, de la réhabilitation et du développement seront inutiles.

B. Contenu du Programme

Le programme "Paix et Cohabitation pacifique" comprendra trois volets importants:

1. Principes des droits de la personne humaine et des libertés individuelles qui sont inaliénables et doivent être respectés par chacun. Ces principes seront interprétés et placés dans le contexte historique, sociale et politique du Rwanda.

Certains principes reconnus par toutes les nations du monde ne semblent pas être reconnus dans la société rwandaise. Même si il existe des valeurs positives dans la société rwandaise, ces valeurs ne semblent pas avoir la prédominance sur d'autres principes relatifs, surtout lorsque le leadership social et politique les contredit et les bafoue.

2. Analyse et discussions sur les grands événements qui sont survenus au Rwanda et leurs conséquences sur la société rwandaise.

Le premier volet aura un caractère plutôt théorique. Par contre, beaucoup de leçons concrètes et pratiques peuvent être tirées de l'histoire récente du Rwanda et de ses conséquences sur la vie de chaque citoyen.

3. L'interdépendance des rwandais, les liens et les relations positives dans la société comparés aux conséquences des principes et des pratiques d'exclusions.

Ce volet est complémentaire au précédent, mais il explorera la vie quotidienne de chacun rwandais dans son contexte social. Sur un espace géographique commun, les habitants ont des intérêts communs qui peuvent se développer avec la contribution de tous et pour le bénéfice de chacun.

C. Les cibles de ce programme

1. La jeunesse dans les écoles primaires, secondaires et supérieures

Ce groupe de la population a le plus ressenti les conséquences des événements récents, mais elle est également le bâtisseur de la société de demain. Le constat actuel est que certains grands intellectuels du pays ont participé et/ou incité au génocide. La jeunesse tire généralement son modèle sur les parents, les enseignants et les leaders sociaux.

Avec les événements récents, cette même jeunesse a été conduite à des comportements les plus extrêmes ou a subi directement les conséquences de ces comportements. D'un côté comme de l'autre, les perspectives d'un avenir meilleur se sont amenuisées, mais aussi le modèle habituel est remis en cause.

2. Les bénéficiaires des programmes d'assistance

Les programmes d'assistance indiqués dans la première partie de ce plan d'action seraient inutiles si les gens ne peuvent pas développer le respect des intérêts communs et le respect de la propriété individuelles.

Les programmes tel que l'habitat, la promotion de l'autosuffisance économique devraient contribuer à diminuer les risques de conflit dans la société. Ils doivent également être entrepris dans un contexte social où les voisins peuvent en bénéficier directement ou indirectement.

D. Réalisation du programme

L'Association IBUKA et les associations membres rechercheront la collaboration des autres institutions telles que les associations des droits de l'homme, les corps enseignant, les associations des femmes, celles-ci jouant un rôle important dans la société rwandaise.

Dans la mesure du possible, le programme "Paix et cohabitation pacifique" mènera un dialogue constant avec les églises. En effet, la mission des églises pourraient être complémentaire et servir de support aux activités de stimulation de la population à la cohabitation pacifique. Même si des centaines de milliers de personnes ont été tués dans les églises, et que ces dernières ont, pour le moins que l'on puisse dire, joué un rôle passif dans le processus du génocide, elles gardent néanmoins la potentialité d'agir sur la population de manière plus positive et plus active.

La radio, les journaux écrits, certaines institutions de l'Etat ont également un rôle important à jouer dans ce processus.

L'Association IBUKA privilégiera la collaboration de toutes ces institutions afin d'atteindre un grand nombre de la population, mais aussi de bénéficier de leur potentialité, même si souvent elle n'a pas été utilisée de manière positive et constructive.

PROGRAMME IV

4.2. IV. MEMOIRE DES VICTIMES DU GENOCIDE

La justice et la mémoire constitueront les bases de la paix durable au Rwanda.

La société rwandaise et l'humanité entière ne devraient pas oublier une catastrophe humaine telle que le génocide. Pépétuer la mémoire du génocide est important à plusieurs égards: d'abord par la nature et les conséquences mêmes du génocide, ensuite parce qu'une meilleure connaissance de ce phénomène, de sa préparation et de son évolution permet de mieux savoir comment le prévenir et de limiter ses conséquences sur la société.

Pour les victimes du génocide qui, dans le cas du Rwanda, sont souvent passées par des supplices indescritibles, la mémoire permet de leur restituer le respect que les auteurs du génocide leur ont dépouillé.

La documentation du génocide constitue la base du Programme Mémoire de l'Association IBUKA. Pour ce faire, IBUKA asbl:

- entreprendra des recherches profondes sur la genèse, les soubassements et les facilités de perpétration du génocide ainsi que les preuves d'implication des auteurs au niveau de la planification, de la sensibilisation, de l'exécution, de la suppression des témoins, des méthodes affinées et variées de mise à mort, etc... fera une documentation solide et consistante sur le génocide pour que les générations futures aient connaissance et conscience de ce qui s'est passé au Rwanda;
- gardera la mémoire des victimes du génocide en rappelant constamment l'aspect odieux du crime de génocide afin de lutter contre sa banalisation et le révisionnisme.

Pour atteindre cette mission, des activités suivantes seront initiées:

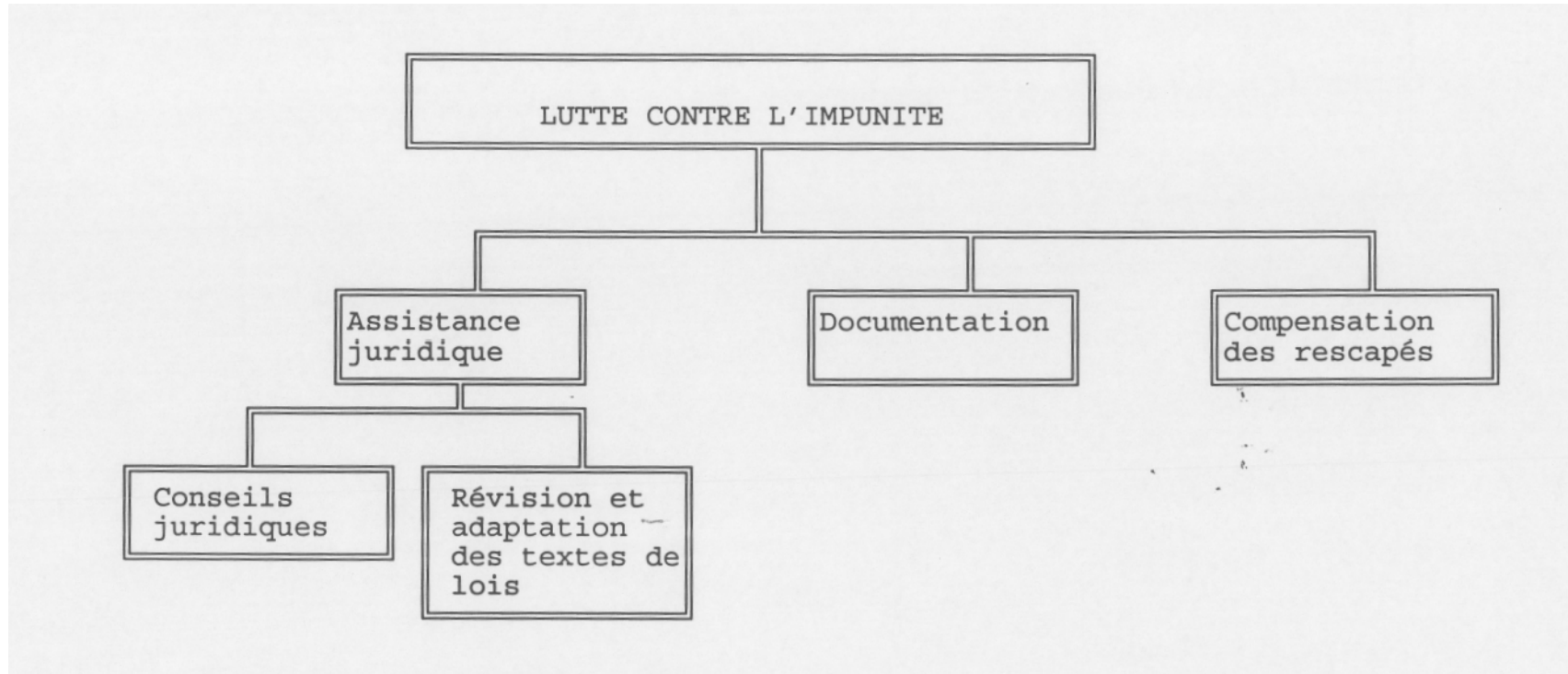
- (i) Constitution d'un dictionnaire nominatif des victimes du génocide;
- (i i) Collecte et mise sur bande magnétique des témoignages/histoire vécue des familles et des victimes du génocide;
- (iii) Constitution des fichiers contenant les documents écrits sur le génocide rwandais, les documents relatifs à la préparation du génocide, etc..
- (iv) Préparation des cimetières nationales et communales; monuments des grands sites du génocide.

PROGRAMME I
REHABILITATION DES VICTIMES DU GENOCIDE ASSISTANCE



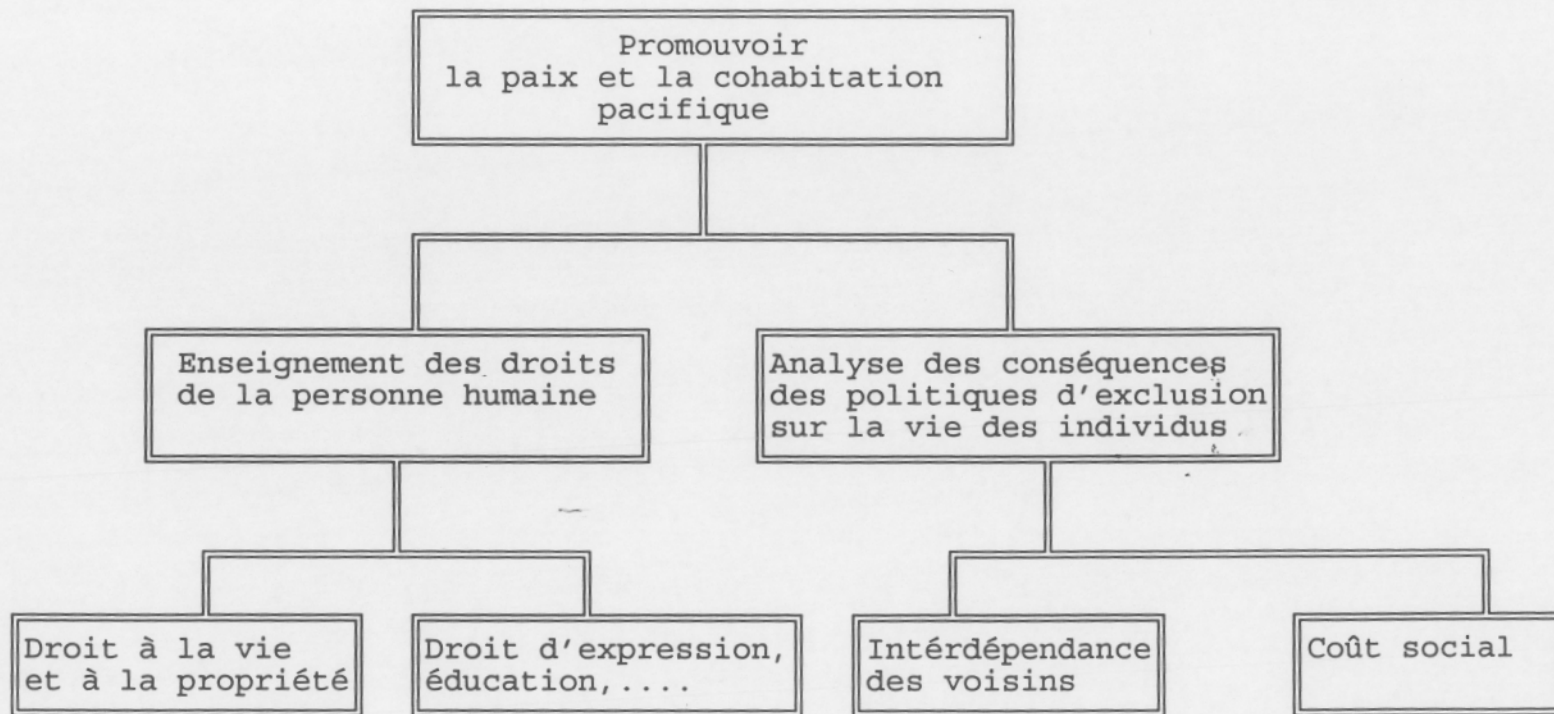
PROGRAMME II

JUSTICE: LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ



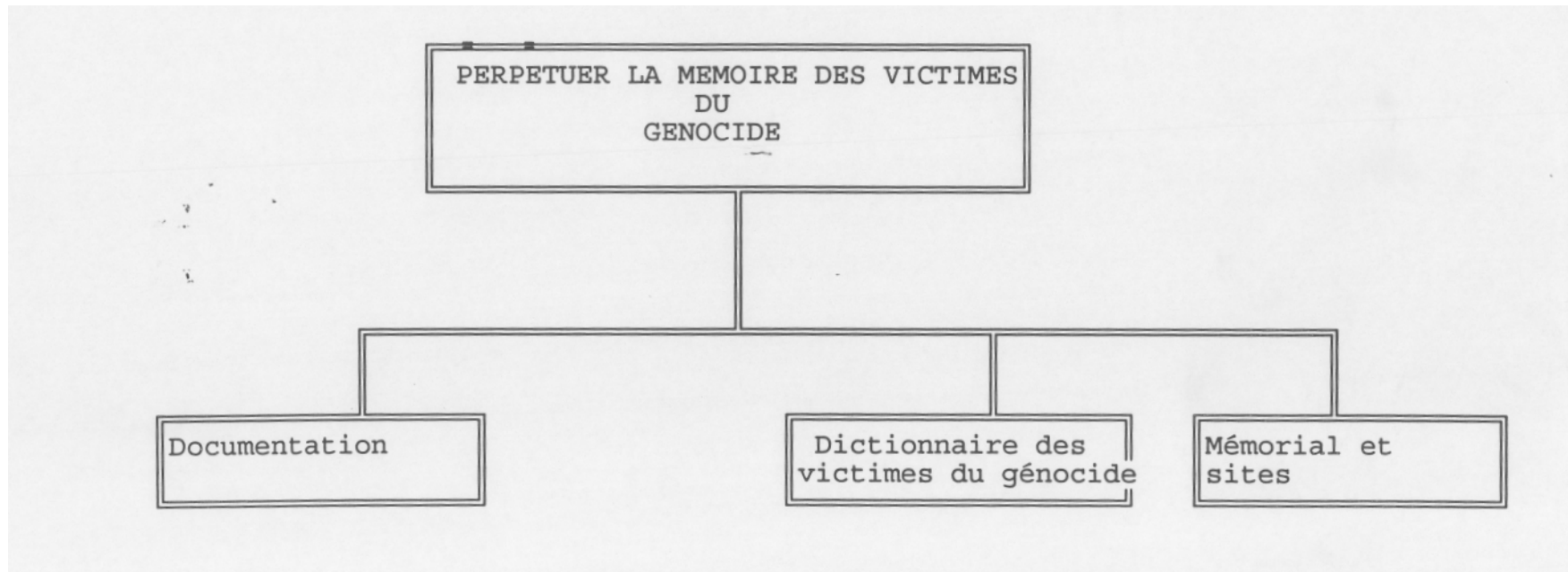
PROGRAMME III

PAIX ET COHABITATION PACIFIQUE

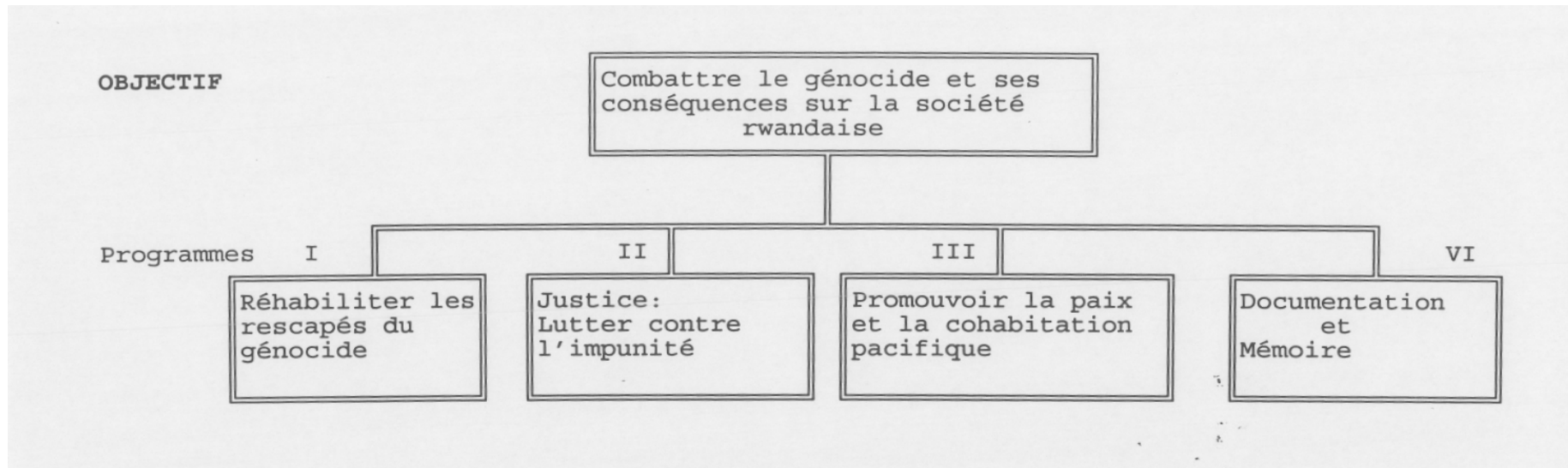


PROGRAMME VI

PERPETUER LA MEMOIRE DES VICTIMES DU GENOCIDE



Annexe 1: ARBRE DES OBJECTIFS



Annexe 2: LISTE DES ASSOCIATIONS MEMBRES D'IBUKA A.S.B.L.

ASSOCIATION	RESPONSABLE	TELEPHONE
1. AVEGA	KAYITESI Chantal	75124
2. ASRG		75873
3. PAGE-RWANDA	NDUWUMWE François	85008
4. TURERERE U RWANDA	"	85053
5. BENIMPUHWE	UWAYIREGE Bibiane	77022
6. SOLIDARITÉ-KIBUYE	HAKIZABERA Pipien	76769
7. BARAKABAHO	MUKARUBUGA Ancilla	74258
8. GIRIBAMBE	Consolata	74917
9. CENTRE IGICANIRO	Bourg. NYARUGENGE	72965
10.CENTRE IBUKA-ITEKA	NIYIBIZI Osée	78942
11.ASSOCIATION DE BICUMBI	BUTERA Charles c/o MUNYANDAMUTSA An.	72597
12.LIDR	MUHAYIMANA Jason	74520
13.BENISHYAKA	Mme KAREMERA (Asoferwa)	84421.
14.GOBOKA	Cptne HAGUMA	72290-75262
15.ARG-IMPUHWE	NZARUBARA J.M.V.	30066(fax)
16.ASSOCIATION PRAVO	• UHORANAYEZU J.B.	-
17.ARREGI-INKUNGA	HATEGEKIMANA Alexandre	Com.Gisuma
18.TUJYINAMA	c/o MUKABERWA Berthe Concern-Gitarama	62050
19.ARGEBU-BUTAMWA	BUKEYE RWEMA Anast.	78205